



Aide
aux Églises
d'Afrique

© Wikipédia



Basilique Notre Dame de la Délivrance de Popenguine-N'Dayane, Sénégal

LA DCC AU SERVICE DE L'ÉCOLOGIE ET DE L'ÉDUCATION



© DCC

Édito

Comment parler de sobriété à ceux qui vivent déjà dans le manque ?

Cette question peut sembler provocatrice. Elle est pourtant au cœur des débats écologiques de notre époque. Le réchauffement climatique est aujourd'hui une réalité mondiale mais ses conséquences comme ses responsabilités ne sont pas réparties de manière égale.

L'Afrique est l'un des continents les plus exposés aux effets du dérèglement climatique : désertification, tensions autour de l'eau, fragilisation des terres agricoles, multiplication ou intensification des catastrophes naturelles. Ces bouleversements entraînent des déplacements de populations, aggravent l'insécurité alimentaire et fragilisent des équilibres déjà précaires. Pourtant, le continent africain demeure historiquement l'un des plus faibles contributeurs aux émissions mondiales de carbone. En Afrique comme ailleurs, les plus pauvres sont les plus touchés par le changement climatique mais les moins responsables.

Dans de nombreux pays africains, l'urgence quotidienne reste l'accès à l'éducation, à la santé, à l'énergie ou à un emploi stable, lorsqu'ils ne sont pas déjà fragilisés par des conflits dévastateurs. Pour des millions de familles, l'enjeu n'est pas de réduire une surconsommation, mais simplement d'accéder à des conditions de vie dignes. Dès lors, comment penser une écologie qui ne soit pas vécue comme une contrainte supplémentaire imposée aux plus fragiles ?

L'écologie ne peut être pensée indépendamment des réalités humaines. L'Église nous invite justement à dépasser l'opposition entre développement humain et protection de la Création. Dès 1967, Paul VI rappelait dans *Populorum progressio* que « le développement ne se réduit pas à la simple croissance économique. Pour être authentique, il doit être intégral, c'est-à-dire promouvoir tout homme et tout l'homme ». Cette notion de développement humain intégral demeure profondément actuelle. Elle rappelle qu'il ne peut y avoir d'écologie véritable sans justice sociale, sans dignité humaine et sans solidarité entre les peuples.

Le pape François l'exprime avec force dans *Laudato si'* : « Il n'y a pas deux crises séparées, l'une environnementale et l'autre sociale ; mais une seule et complexe crise socio-environnementale ».

Parler d'écologie en Afrique, c'est donc aussi parler d'éducation, de formation, d'agriculture, d'accès à l'eau, de développement local et d'espérance pour la jeunesse. C'est reconnaître que les défis environnementaux ne viennent pas seuls : ils s'ajoutent souvent à des réalités déjà éprouvantes comme la pauvreté, l'instabilité politique, les conflits ou les déplacements de populations.

À la Délégation Catholique pour la Coopération (DCC) et à *Aide aux Églises d'Afrique*, nous croyons que la rencontre, le partage des compétences et l'accompagnement des partenaires locaux constituent des réponses concrètes à ces défis. Participer à des fermes agroécologiques, soutenir des lycées agricoles, accompagner leurs projets éducatifs, sensibiliser à la protection du bassin du Congo ou favoriser l'accès aux énergies renouvelables : ces engagements, parfois modestes, contribuent pourtant à bâtir des sociétés plus résilientes, plus fraternelles et plus humaines.

Le volontariat DCC ne consiste pas à « faire à la place de » mais à marcher ensemble, dans une logique de fraternité, d'écoute et de réciprocité. À travers chaque mission, ce sont des liens durables qui se créent entre les peuples, des savoirs qui se transmettent et des espérances qui continuent de grandir malgré les crises et les incertitudes du monde.

Face aux inquiétudes de notre temps, l'espérance chrétienne n'est ni naïve ni aveugle. Elle est la conviction que chaque engagement peut porter du fruit. Derrière les difficultés existent aussi des communautés vivantes, des jeunes engagés, des éducateurs, des familles et des associations qui œuvrent chaque jour pour bâtir un avenir meilleur, ou parfois simplement rendre l'avenir possible.

Thomas Teixeira,

Chargé des Relations Partenaires et Volontaires Afrique subsaharienne, DCC.

À N'Dayane, dans le diocèse de Dakar au Sénégal, l'École du Dialaw incarne une vision de l'éducation fondée sur l'ouverture, la solidarité et le respect du vivant. Portée par l'Association Djarama, créée par Mamby Mawine, l'école défend une pédagogie participative et bienveillante qui place l'enfant au cœur des apprentissages. Son ambition se résume dans sa mission : « Construire une jeunesse consciente de ses valeurs et respectueuse de l'environnement ». À travers l'art, la culture et l'agroécologie, l'École du Dialaw cherche ainsi à former des enfants autonomes, responsables et engagés dans le développement durable de leur communauté.

L'Association Djarama et l'École du Dialaw montrent que l'écologie peut être pensée de manière beaucoup plus large qu'une simple question environnementale. Là-bas, l'engagement écologique est intimement lié à l'éducation, à la culture et à la solidarité locale.

Fondée en 2005 par Mamby Mawine, comédienne de théâtre pour jeune public, l'association utilise l'art - notamment la marionnette - comme outil d'émancipation et de sensibilisation. Ce choix est important : transmettre une conscience collective passe aussi par l'imaginaire, la créativité et l'accès à la culture. En construisant un théâtre en 2014 puis en ouvrant l'école en 2015, Djarama ne crée pas seulement un lieu d'apprentissage scolaire, mais un espace vivant où les enfants peuvent développer leur confiance, leur expression et leur rapport aux autres.

L'aspect écologique apparaît concrètement dans le jardin pédagogique de l'école. Avec 430 m² de surfaces cultivées, ce site contribue à l'autonomie alimentaire de l'association, à travers la consommation et la transformation des productions. Il comprend notamment deux serres tunnel de 48 m², un potager lunaire de 80 m², un jardin mandala entouré d'agrumes de 180 m² ainsi qu'une zone d'agroforesterie de 200 m² plantée d'arbres fruitiers et fertilisants. Ce jardin permet également de vendre une partie des récoltes.

On retrouve ici une véritable logique d'agroécologie : produire localement, valoriser les savoir-faire, limiter la dépendance extérieure et transmettre des pratiques durables aux enfants comme aux adultes. Le fait que ce jardin soit géré collectivement par une équipe de cinq personnes, sous la responsabilité d'une des salariées, Téning, montre aussi que l'écologie est pensée comme une responsabilité partagée et non comme une initiative individuelle.

La transmission joue un rôle central. Grâce à l'accompagnement de Johanne, 35 ans, et Sylvie, 47 ans, deux volontaires formées à l'agroécologie, des compétences sont transmises localement. Cela donne au projet une dimension durable : l'objectif n'est pas seulement d'aider ponctuellement mais de permettre à la communauté de devenir autonome.

L'école défend également une pédagogie participative et bienveillante, en rupture avec les classes surchargées et la discipline punitive encore fréquentes au Sénégal. Cette approche rejoint une certaine idée de l'écologie humaine : prendre soin des relations, du développement des enfants et de la dignité de chacun. L'éducation devient alors un levier de transformation sociale autant qu'environnementale.

Enfin, le système de parrainage illustre une écologie de la solidarité. Les familles qui ne peuvent pas financer la scolarité sont soutenues mais elles restent pleinement impliquées dans la vie de l'école. L'exemple du père maçon ayant rénové bénévolement les murs du bâtiment montre que le projet repose sur une dynamique collective où chacun apporte ce qu'il peut. Cela crée du lien social, de l'entraide et un sentiment d'appartenance, essentiels pour construire un développement durable à l'échelle locale.

L'expérience de Djarama montre ainsi que l'écologie ne concerne pas seulement la protection de la nature : elle touche aussi à l'éducation, à la culture, à la transmission des savoirs et à la coopération entre les personnes.



Sylvie, volontaire DCC, en atelier d'agriculture

À Lemba, dans le diocèse de Kinshasa en République démocratique du Congo, l'Œuvre de Suivi, Éducation et Protection des Enfants de la Rue (OSEPER) gérée par la Congrégation Don Guanella, accompagne des enfants et des jeunes en situation de grande vulnérabilité à travers un projet fondé sur l'accueil, les soins, l'éducation et la réinsertion socio-familiale.

Les enfants accueillis ont souvent été rejetés par leur famille, victimes de maltraitance ou accusés, selon certaines croyances ancestrales, d'être responsables des malheurs familiaux. Livrés à eux-mêmes dans la rue, ils bénéficient dans ce centre d'un accompagnement global visant à les reconstruire sur les plans physique, psychologique et éducatif, afin de leur redonner une place dans la société.

L'association s'appuie notamment sur une équipe mobile qui effectue des maraudes dans les rues. Accompagnés d'un infirmier et d'un psychologue, les éducateurs vont à la rencontre des enfants blessés, malades ou abandonnés. Au fil des échanges, un lien de confiance se crée avec ces jeunes, souvent méfiants envers les adultes après les violences qu'ils ont subies. Cette présence régulière vise à leur montrer qu'une autre vie est possible et à les encourager à quitter la rue.

Une fois accueillis dans les foyers de l'OSEPER, les enfants bénéficient d'un accompagnement complet : scolarisation, suivi éducatif, soins médicaux et formations professionnelles. Après l'école, les jeunes peuvent ainsi intégrer des centres de formation afin d'apprendre un métier et préparer leur avenir.

Le centre de santé joue un rôle essentiel dans cette prise en charge. Myriam, volontaire DCC, infirmière et gestionnaire du centre de santé, coordonne les soins prodigués gratuitement aux enfants des rues ainsi qu'aux enfants hébergés dans les foyers de l'OSEPER. Le centre dispose de dix-huit lits d'hospitalisation et d'une maternité. Une équipe d'une vingtaine de personnes - médecins, infirmières, sage-femmes, laborantins et sentinelles - assure les gardes de jour comme de nuit afin de garantir une prise en charge continue.

Au-delà des soins, un important travail de sensibilisation a également été mené auprès du personnel. Il y a encore quelque temps, certains soignants manifestaient des réticences à accueillir les enfants de la rue. Pour faire évoluer les regards, des permanences de douches ont été instaurées afin d'améliorer les conditions d'accueil et de restaurer la dignité des jeunes. Progressivement, les mentalités ont changé : chacun a trouvé sa place dans la mission d'accueil, qu'il s'agisse des sentinelles à l'entrée du centre ou du personnel soignant.

Aux côtés de Myriam, son mari Patrick participe lui aussi activement à l'amélioration des conditions de vie des enfants. Responsable de la modernisation des centres professionnels et gestionnaire des travaux, il supervise les rénovations des lieux de formation et des espaces de vie. Électricité, plomberie, maintenance des bâtiments : son travail contribue directement à offrir un environnement plus sûr et plus digne aux jeunes accueillis. Depuis janvier 2026, il est également investi au sein de Don Guanella afin



© DCC

d'améliorer l'accueil des patients au centre de santé. Avec Myriam, ils forment une véritable équipe complémentaire au service des enfants et des familles.

Parmi les histoires qui témoignent de l'impact de cet accompagnement, l'histoire du petit Fabrice est particulièrement marquante. Arrivé l'an dernier au centre, Fabrice vivait auparavant à la campagne avec sa mère. Âgé d'un peu plus de sept ans mais ayant la taille d'un enfant de quatre ans, il a été retrouvé au bord de la route, se déplaçant à quatre pattes et couvert de plaies. Laisse de côté par sa famille, il ne parlait pas et ne recevait aucun soin.

À son arrivée, Fabrice était agressif, incontinent et totalement dépendant pour les gestes du quotidien. Pourtant, après des examens médicaux, les équipes ont découvert qu'il ne souffrait d'aucune atteinte irréversible : il avait surtout besoin de rééducation et d'attention. Chaque jour, les éducateurs et les soignants l'ont accompagné pas à pas, en lui apprenant progressivement à marcher en le tenant par la main. Mois après mois, Fabrice s'est renforcé, a gagné en autonomie et continue aujourd'hui de progresser. Une immense fierté pour toute l'équipe. En septembre prochain, il fera sa première rentrée scolaire.

À travers des parcours comme celui de Fabrice, l'OSEPER démontre qu'aucun enfant n'est condamné à l'exclusion. Grâce à l'engagement des éducateurs, des soignants, des volontaires et des religieux qui vivent quotidiennement auprès de ces jeunes, chaque enfant peut retrouver peu à peu confiance, dignité et espoir d'avenir.

Projets à financer :

Projet **1**

Congo RD

Diocèse de UVIRA

M. David Nashukuru sollicite un soutien pour acheter une moto pour les prêtres de la paroisse des Martyrs Baganda de Kidote qui visitent les diaconies et les CEB éloignées de la paroisse.

M. David NASHUKURU, *coordinateur diocésain du clergé séculier*

Objet de la demande : 1 980 € pour une moto.



© D.N.

Projet **2**

Kenya

Diocèse de MERU

Sœur Priscah, des Sœurs missionnaires de la Croix de Chavanod, demande une aide pour installer un système de récupération des eaux de pluie.

Sœur Priscah MUTHONI, *responsable du dispensaire de santé Iruma*

Objet de la demande : 1 920 € pour des réservoirs.



© P.M.

Projet **3**

Madagascar

Diocèse de AMBANJA

Sœur Béatrice, des Sœurs franciscaines missionnaires de Notre Dame, demande un soutien pour une formation à la catéchèse des enfants de l'école primaire saint François d'Assise.

Sœur Béatrice SOAZANDRY, *directrice d'école*

Objet de la demande : 2 000 € pour des matériels.



© B.S.

Projet **4**

Togo

Diocèse de SOKODÉ

Père Thibaut, SMA, recherche une aide pour équiper avec des nouveaux matelas les chambres du presbytère de sa paroisse rurale.

Père Thibaut N'GUETTIA, *curé de la paroisse saint Albert le Grand de Tchebebe*

Objet de la demande : 2 000 € pour des matelas.



© T.N.

SI LES DONS VERSÉS POUR CES PROJETS DÉPASSENT LES SOMMES DEMANDÉES, ILS SERONT REVERSÉS À D'AUTRES DEMANDES DE MÊME NATURE

Aide aux Églises d'Afrique - 5 rue Monsieur - 75007 Paris

Tél.: 01 43 06 72 24 - bureau.aea@gmail.com - aea.cef.fr - [aideauxeglisesdafrique](https://www.facebook.com/aideauxeglisesdafrique) - [AIDE AUX EGLISES D'AFRIQUE](https://www.linkedin.com/company/aide-aux-eglises-dafrique)

IBAN : FR76 3000 3031 9000 0500 5746 709

Comité de rédaction : la DCC, Annie Josse, Stéphanie Genieys Directeur de la publication : le Directeur national de la Quête Pro Afris

Conception et impression : Repa Druck

Transparence : chaque année, les comptes sont contrôlés par un commissaire aux comptes assermenté, extérieur à l'association.

